



Compte-rendu de l'Assemblée Générale 1999 de l'ACRO Flamanville, le 1^{er} avril 2000

Le mot(ral) du Président

Dans le cadre de l'activité bénévole entre l'association et le laboratoire, nous recensons actuellement le temps passé par les administrateurs, les adhérents-bénévoles et les salariés.

Nous pouvons supposer que de nombreuses heures sont effectuées pour que l'ACRO accomplisse la tâche qu'elle s'est fixée.

Les bonnes volontés et les compétences sont toujours présentes, mais partagées par un nombre trop restreint de participants. Ceci est un constat qui n'est pas nouveau.

L'énergie déployée en 1999 par l'équipe de femmes et d'hommes qui compose le noyau actif de l'association, s'est concrétisée par la présence de l'ACRO dans des manifestations, interventions publiques, commissions, groupes de travail, fêtes et salons, réunions, par la réalisation d'études, de recherches sur le terrain et en laboratoire, par la conception et la publication de son journal sur le papier et sur le web...

En treize années d'activité, le fonctionnement de l'association est devenu, au fil du temps, de plus en plus complexe et ce à tous les niveaux :

Humain :

Nous gérons l'activité avec une équipe de bénévoles qui se restreint alors que l'équipe de salariés augmente ; de trois personnes en 1999 à six au début de l'année 2000.

Technique :

Les études, recherches et analyses font appel à des outils, à des protocoles et à des cahiers des charges en perpétuelle évolution. Ceci requiert une formation et une adaptation permanentes aux nouvelles procédures et aux nouveaux paramètres afin d'améliorer la qualité de la prestation.

Administratif :

La gestion et l'organisation de l'association et du laboratoire sont soumises à des contraintes administratives quotidiennes plus lourdes.

Financier :

Pour répondre aux exigences et à l'évolution des études, nous embauchons du personnel et nous nous équipons d'outils adaptés et performants.

Pour honorer les charges fixes et variables, nous créons, prévoyons et anticipons. Nous pouvons ainsi régler en temps voulu.

Exercice de plus en plus délicat quand les paiements des prestations sont soumis à des dates buttoirs, bien souvent reculées. Etablir un calendrier et le tenir est un pari hasardeux sur l'avenir quand il s'agit d'un travail de recherche. En effet, le temps passé entre la période de tâtonnement, nécessaire à toute démarche de découverte, et le résultat final est très difficilement quantifiable en termes de durée, et comme chacun le sait «le temps c'est aussi de l'argent».

Politique :

Avec de faibles moyens humains et financiers ; l'association intervient dans des secteurs dont les opérateurs sont des institutions aux moyens (budget et personnel) énormes.

Notre présence parmi ces appareils aux stratégies agréées, planifiées et rodées, est limitée. Ceci nous oblige à faire des choix dans nos interventions. Nous ne pouvons être partout, mais notre goutte d'eau fait parfois déborder le vase.

Ici se pose la question du financement de l'indépendance, ou comment rester libre de tout mouvement et alimenter la pompe à finance ? Un subventionnement annuel pérenne par un cofinancement assuré par des personnes morales privées (entreprise, fondation,...) et publiques (collectivité, ministère...) en complément des ressources déjà existantes (adhésions, abonnements au journal, contrats d'analyses et d'études...) est un sujet qui mérite d'être approfondi de toute urgence par nous tous. Il en va de l'avenir de l'association.

Comme vous le constaterez à la lecture de ce rapport, l'ACRO a fait preuve de dynamisme et a modestement mais fermement manifesté sa présence dans les péripéties de la société nucléarisée qui ont marqué ces douze derniers mois.

Nous tenons à vous remercier vous tous qui vivez l'association.
Bien cordialement,

Le Président
Stéphane CORNAC

Activité 1999 de
l'Antenne Nord-Cotentin

Contact :

ACRO Nord-Cotentin

36, Le Bourg

50690 VI RANDEVILLE

tél : 02.33.04.08.47

Rapport d'activité

Notre principale mobilisation, en 1999, a été les campagnes de prélèvements pour le contrôle des travaux sur la canalisation de rejet en mer de la COGEMA dans l'Anse des Moulinets (surveillance demandée par la CSPI).

Nous avons commencé en mars par faire un point zéro. Puis, régulièrement, à chaque grande marée, nous allions prélever des algues, des patelles, du sable, et de l'eau à 3 points différents autour de l'Anse des Moulinets (tout cela, bien sûr, sous la direction de Gilbert).

Nous mobilisons, pour ces actions, 5 à 6 personnes. Des pêcheurs ont participé à cette surveillance en déposant et en récupérant des coquilles St Jacques et des tourteaux à 2 km au large de la canalisation. Pierre Paris a pris contact avec un pêcheur d'ormeaux qui a proposé son aide pour d'éventuels prélèvements.

En mai, après un incident à la plate-forme du chantier COGEMA dans l'Anse des Moulinets, Guy et André ont plongé pour faire des prélèvements. Un communiqué de presse a été envoyé par l'antenne à ce propos.

La question de la sécurité des plongeurs, bénévoles, pour ce type de travail en urgence reste posée, même si l'on fait un contrôle des urines suite à la plongée.

Nous avons également organisé une réunion interne de mise au point sur le Groupe Radioécologie Nord-Cotentin (commission Sugier). Adhérents et abonnés étaient invités. Pierre Barbey et David Boilley sont intervenus lors de cette réunion. Environ 40 personnes y ont participé.

A propos de la commission Sugier, André Guillemette, après étude du rapport a relevé plusieurs problèmes :

- ♦ Le strontium : Des analyses faites par la CFDT et la COGEMA en 1980 n'ont pas été transmises à la Commission. Oubli non anodin. André a alors pris contact avec A. Sugier qui a souhaité refaire les calculs. Affaire toujours en cours...
- ♦ Le carbone 14 a été pour sa part très sous estimé.
- ♦ La zone de pêche des Huquets, interdite selon la commission, mais régulièrement sillonnée par les pêcheurs.

Rapport moral : « le moral du front est plutôt bon ! »

Nous observons toujours un écho feutré de ce qui se passe à Caen. C'est à la fois un bien car cela nous épargne les angoisses de fins de mois difficiles, mais pose parfois des problèmes de communication. Il semble que l'équipement informatique des uns et des autres facilite les liaisons et évite quelques malentendus. C'est encourageant !

Nous sommes de gros clients qui mobilisons beaucoup le laboratoire avec nos campagnes de surveillance du tuyau et les analyses mensuelles des rivières. Cela laisse, pour notre part, peu de place pour les analyses annexes et ponctuelles des particuliers. En accord et en liaison avec le labo, il faut que nous veillions à ne pas les négliger.

L'équipe Nord-Cotentin s'est étoffée avec l'arrivée d'André Guillemette. Nous avons pris une nouvelle dimension avec son apport technique de premier plan qui faisait grandement défaut ici. On ne peut que louer le travail d'André qu'il soit à la fois de plonger dans les dossiers (Sugier, enquêtes publiques) mais aussi de se mouiller sur le terrain pour effectuer des prélèvements délicats dans l'Anse des Moulins, quand ce n'est pas carrément faire du sauvetage avec le «petit baigneur» du laboratoire (Gilbert, bien sûr !).

André a contribué à vivifier le débat au sein de l'ACRO, car nous sommes dans une phase active où l'association a fait le choix d'avoir une position participative, c'est-à-dire de travailler au sein des commissions ou des comités d'experts en se confrontant aux exploitants. Ce n'est pas une position facile. C'est un choix discuté au sein de l'association et de l'antenne qui, pour sa part, est favorable à une expression contradictoire affirmée. Il est souhaité une grande vigilance et une pugnacité affirmée face aux exploitants. Cela s'est révélé judicieux et efficace par le passé (commission Souleau ou Pronost). L'ACRO a été, alors, un acteur essentiel de la remise en cause de ces commissions et de ces commissaires peu prisés.

Nous apportons des éléments utiles et il est nécessaire que l'information et la documentation circulent entre Caen, les antennes et nous. Il faut trouver le bon équilibre entre le grand investissement des bénévoles et des salariés de Caen et nos demandes parfois impatientes car soumises aux pressions du terrain. Si ce travail et cette liaison se font bien, il sera plus aisé de faire sa place au sein des divers groupes de travail.

Il faut en tout état de cause que nous poursuivions «notre propre sillon» comme le recommandait Roger Belbeoch aux 2^{èmes} rencontres à Caen. En particulier, en ce qui concerne nos investigations sur le terrain. Nous souhaitons élargir, approfondir, chercher de nouvelles pistes dans La Hague avec les éclairages du travail fait en labo. Là encore, l'équilibre entre le terrain et les dossiers est à rechercher.

Les rapports avec les organisations écologistes locales sont également importants pour la vie de l'antenne et de l'association. Les liens sont forts et étroits. Là encore, la position de l'ACRO est parfois mal perçue. Il ne faut donc pas hésiter à mettre en place des discussions afin d'expliquer la position des uns et des autres, comme ce fut le cas lors de la réunion interne sur la Commission Sugier, cet hiver.

On note une certaine régression dans nos rapports avec les élus. Il y a une désaffection de leur part que l'on peut dater de l'affaire Viel. Ils sont toujours absents à nos réunions et à nos débats.

Perspectives

- ◆ Une relance personnalisée pour les abonnements et les adhésions
- ◆ Une réunion pour les résultats des études de surveillance
- ◆ Une recherche sur le terrain de nouvelles zones de prélèvements

Conclusion

Au-delà des difficultés matérielles rencontrées, des tensions nées des liaisons toujours dangereuses entre labo et association, des incertitudes et des doutes quant au choix et aux objectifs à poursuivre, je tiens à redire notre attachement à l'ACRO, à souligner l'engagement qui nous anime et à affirmer son utilité et sa pertinence.

Son existence nous aide à mieux vivre ici !

Pierre Paris
Vice-Président de l'ACRO

Activité 1999 de l'Antenne Haute-Normandie

Contact :

ACRO Haute-Normandie

11, rue des Capucins

76000 ROUEN

tél : 02.35.98.37.51

Les contrôles et la surveillance des deux sites nucléaires étant pour le moment suspendus, l'activité de l'antenne s'est centrée sur des réunions et des actions plus institutionnelles :

♦ Trois interventions dans le cadre des formations sur le thème des risques majeurs pour les enseignants de l'Education Nationale, en mars et décembre.

♦ Travaux et réunions de la Commission Locale d'Information Paluel/Penly : intervention dans un colloque sur le facteur humain dans la sûreté nucléaire et participation à une réunion au sujet du renouvellement des autorisations de rejet demandées par le CNPE de Paluel (l'ACRO avait émis des observations lors de l'enquête publique en juillet 98).

♦ Stand d'information au salon de la qualité de la vie et du terroir au Havre en décembre.

♦ L'antenne a aidé l'association Action Ouest à faire des prélèvements sur un site de stockage de phosphogypse (résidu de fabrication d'engrais) dans la Vallée de la Seine, en mars.

♦ A l'occasion de rencontres avec les associations de défense de l'environnement ou de débats publics, diverses interventions sur la pollution radioactive.

♦ Réponses à des demandes d'information émanant de particuliers.

Pour l'année 2000, il nous reste à remobiliser le réseau associatif sur les contrôles dans l'environnement littoral.

Activité 1999 de l'Antenne Touraine

Contact :

ACRO Touraine

72, rue d'Estienne d'Orves

37000 TOURS

tél : 02.47.20.26.44

♦ Prélèvements le 27 avril 1999 autour de la centrale de Chinon (terre, eau, lichens).

♦ Tenue d'un stand à «la nuit des studios» (5 et 6 juin 1999) qui permet des discussions avec le public (environ 1000 personnes) et le financement de nos analyses.

♦ Participation à la soirée débat, aux côtés d'autres associations, autour du thème «la bouffe et le fric», le 20 janvier 2000 (notre apport spécifique concernait l'ionisation et la contamination alimentaire, potentielle ou réelle, par des radioéléments).

Rapport Financier

La Commission Finances :

Jean-Pierre Berthelot (bénévole)

Michel Beaurepaire (salarié depuis
mi-février 2000)

ACRO 99, - un cru décevant - une année prometteuse mais un résultat comptable en demi-teinte et quelque peu trompeur.

Le bénéfice réalisé le fut grâce à des produits exceptionnels, par des subventions d'investissement et la souscription intégrés au résultat 99.

Par contre, les charges d'exploitation ont représenté près de 120% des produits d'exploitation.

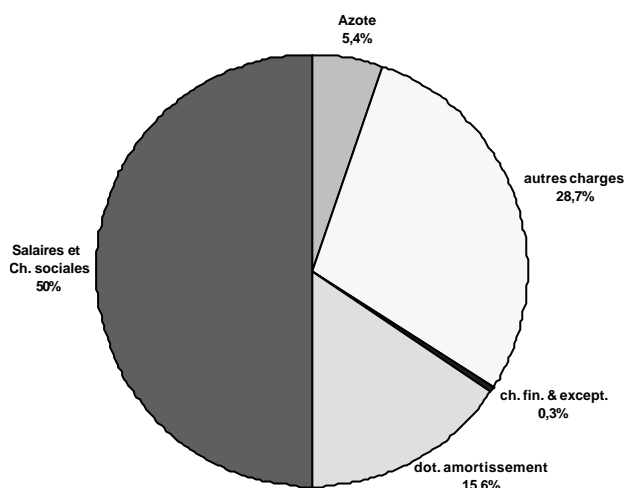
La forte augmentation des charges salariales (33%) n'a pas été compensée par l'augmentation des analyses et des études réalisées.

Cette crise de croissance, provoquée par un accroissement des charges de structure, devrait se résorber par une plus grande régularité de l'activité

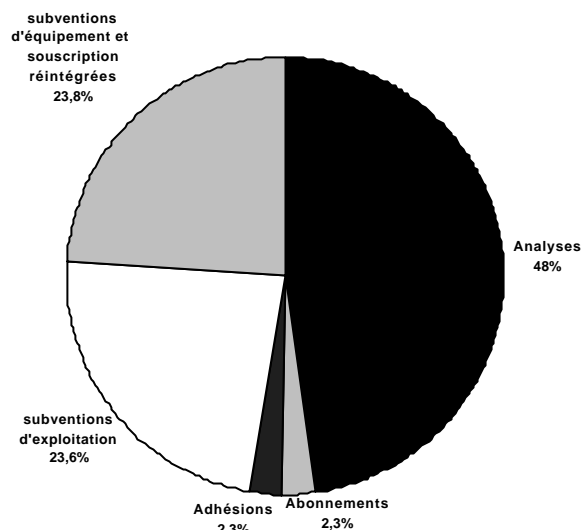
Le tassement des abonnements et des adhésions nécessite pour les années à venir une redynamisation de notre «rayonnement».

Malgré le travail déployé, l'anticipation des activités pour l'an 2000 ne nous présage pas un avenir radieux.

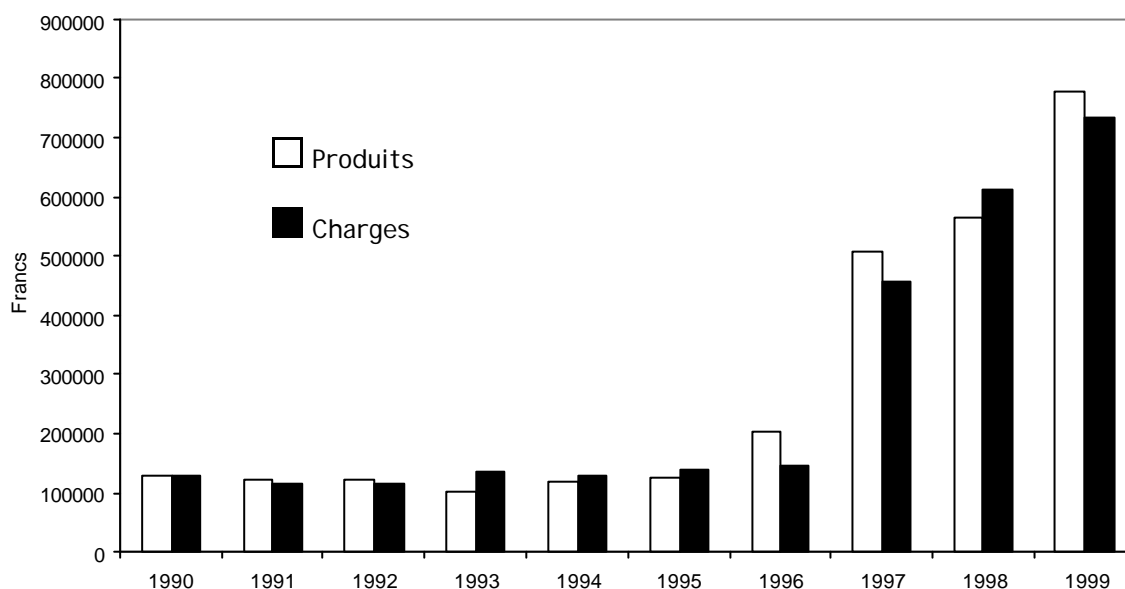
Répartition des charges en 1999



Répartition des recettes en 1999



Evolution des produits et des charges de 1990 à 1999



Bilan 1999 de l'ACRO au 31/12/99

A C T I F					P A S S I F		
POSTE	EXERCICE 1999			exercice 98	POSTE	EXERCICE	
	BRUT	Amort/Provis	NET	net		1999	exercice 1998
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					Capital souscrit	91 270,00	91 270,00
Licences logiciels	31 550,00	20 529,00	11 021,00	1 923,00	Réserves	9 646,00	9 646,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Report à nouveau	1 535,00	48 945,00
Installations techniques, matériels	619 565,00	469 802,00	149 763,00	205 391,00	Résultat de l'exercice	45 476,00	-47 410,00
Autres immobilisations corporelles	120 739,00	59 326,00	61 413,00	52 514,00	Provisions réglementées	5 713,00	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					Provisions pour charges		
Titres immobilisés	500,00		500,00	500,00	Subvention d'investissement	45 916,00	44 526,00
TOTAL (1)	772 354,00	549 657,00	222 697,00	260 328,00	TOTAL (1)	199 556,00	146 977,00
ACTIF CIRCULANT					Souscription en cours (2)		
CREANCES					DETTES		
Clients et comptes rattachés	84 100,00		84 100,00	3 015,00	Emprunts et dettes / établisst bancaire	236,00	
Autres créances	16 038,00		16 038,00	24 840,00	Avances et acomptes reçus/ commandes	41 336,00	41 336,00
DIVERS					Dettes fournisseurs & cptes rattachés	10 934,00	4 956,00
Disponibilités (caisse, banque, ccp)	44 124,00		44 124,00	78 722,00	Dettes fiscales et sociales	114 897,00	37 805,00
TOTAL (2)	144 262,00		144 262,00	106 577,00	TOTAL (3)	167 403,00	84 097,00
TOTAL GENERAL (1+2)	916 616,00	549 657,00	366 959,00	366 905,00	TOTAL GENERAL	366 959,00	366 905,00

Compte de résultat 1999 de l'ACRO période du 01/01/99 au 31/12/99

C H A R G E S			P R O D U I T S		
POSTE	EXERCICE 1999	exercice 1998	POSTE	EXERCICE 1999	exercice 1998
C H A R G E S D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats approvisionnements (azote)	39466	25372	Ventes d'analyses	373400	302105
Autres achats & charges externes	211144	191187	Ventes de journaux	17844	29138
Salaires et indemnités	351735	237620	subvention d'exploitation	184288	79217
Charges sociales	107324	75395	subvention emploi jeune	92019	69839
Dotations amortissements & provisions	108632	119939	Adhésions et dons	18450	27703
			autres produits		
			transfert de charges	1221	14015
TOTAL (1)	818301	649513	TOTAL (1)	687222	522017
C H A R G E S FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts & charges assimilées	674	263	Intérêts & produits assimilées	2120	2415
différences de change		759			
TOTAL (2)	674	1022	TOTAL (2)	2120	2415
CHARG. EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges except./ opérations de gestion	1207	26000	Produits except./ opérations de gestion	354	9
dotations exceptionnelles sur amortiss.	5713		Produits except./ opérations de capital	181675	109684
TOTAL (3)	6920	26000	TOTAL (3)	182029	109693
Impôts sur bénéfices		5000			
TOTAL DES CHARGES (1 + 2 + 3)	825895	681535	TOTAL DES PRODUITS (1 + 2 + 3)	871371	634125
B E N E F I C E	45476		PERTE		47410
TOTAL GENERAL	871371	681535	TOTAL GENERAL	871371	681535

Activité 1999 de
la Commission Journal
La Commission Journal :
Sibylle Corblet-Aznar (bénévole)
Thérèse Michel (bénévole)
David Boilley (bénévole)
Julie Tahon (salariée)

L'ACRONIQUE DU NUCLÉAIRE

Journal trimestriel tiré à 500 exemplaires.

1 abonnement = 100 F = 4n°

Abonnements

- n° 44 Mars 99 : « Le radon : incolore, inodore, naturel, mais... » Nombre d'abonnés : 361
n° 45 Juin 99 : « Radioactivité dans La Hague : l'impact sanitaire en question » Nombre d'abonnés : 349
n° 46 Septembre 99 : « Vers une quatrième génération d'armes nucléaires ? » Nombre d'abonnés : 332
n° Hors-Série Décembre 99 : « Le CSM : Centre Sans Mémoire ? »
Envoi à tous les adhérents 99 et tous les abonnés (qui ont au moins reçu le n°44)
n° 47 Décembre 99 : « Travaux du Groupe Radioécologie Nord-Cotentin » Nombre d'abonnés : 314

Actions

♦ Offre d'abonnement spéciale Noël :

«Offrez un abonnement à l'ACRONIQUE du Nucléaire pour Noël»
Suivant les suggestions d'un adhérent, nous avons mis au point un petit encart, glissé dans «l'ACRONIQUE du Nucléaire» de décembre 1999.
Le résultat de l'offre est faible : 3 abonnements !

♦ Mailing offre d'abonnement à «l'ACRONIQUE du Nucléaire» «spécial rentrée 99»

Dans le but d'augmenter la diffusion de «l'ACRONIQUE du Nucléaire» et d'offrir aux établissements scolaires une information différente sur le nucléaire, nous avons ciblé tous les lycées, établissements d'enseignement supérieur, laboratoires et entreprises pouvant être intéressés par le nucléaire des départements 14 et 50.
Au total 94 envois ont été réalisés (le 27/08/99) comprenant : une lettre de présentation du journal et une plaquette présentant l'offre : 1 abonnement = 5 numéros = 100 F.
Le résultat de ce mailing reste maigre : 2 abonnements !

♦ **Hors-Série de «l'ACRONique du Nucléaire»** : Le CSM : Centre Sans Mémoire ?

L'ACRO a reçu du Ministère de l'Environnement un financement (50 000 F) pour une action de communication envers les élus et la population de La Hague en vue de la nouvelle enquête publique sur le CSM. Après bien des péripéties, nous avons choisi d'éditer un numéro Hors-Série de «l'ACRONique du Nucléaire». Ce document est un outil d'information et de communication qui est utilisé comme support pour les différentes actions, manifestations et réunions publiques que nous organisons ou auxquelles nous participons. Il est distribué gratuitement (car déjà financé) moyennant les frais de port. Le résultat : plusieurs personnes ont pris contact avec l'ACRO après avoir eu ce Hors-Série entre les mains. Certaines se sont abonnées ou/et ont adhéré.

Conclusion

Même si la rédaction du journal est assurée par de nombreux bénévoles, le fonctionnement repose sur le secrétariat de rédaction (Sibylle, Thérèse et Julie). Un gros problème se pose : Thérèse souhaite quitter la commission journal. Afin de ne pas se retrouver en nombre trop restreint au sein du secrétariat de rédaction, il est indispensable de la remplacer (mais est-elle remplaçable ?).

Le problème de communication de l'ACRO se pose aussi au journal puisque, malgré diverses tentatives, le nombre de lecteurs n'augmente pas. D'autre part, nous déplorons que tous les membres du CA ne soient pas abonnés à «l'ACRONique». Enfin, à ceux qui reprochent le manque de militantisme de l'ACRO nous leur conseillons de se plonger dans «l'ACRONique du Nucléaire» !

Le site Internet : www.acro.fr.st

Un site ACRO est en service depuis mai 1999. Il est entièrement réalisé bénévolement par David et était hébergé gratuitement chez altern en 1999 mais la nouvelle loi sur Internet oblige altern à arrêter l'hébergement gratuit pour le moment. Nous sommes donc maintenant hébergés ailleurs mais toujours gratuitement. Merci à altern pour ce service.

Outre une présentation du laboratoire et de nos activités, nous proposons gratuitement en ligne des articles publiés dans «l'ACRONique du Nucléaire» ou d'autres magazines ainsi qu'une liste unique de sites francophones offrant des informations sur le nucléaire (rubrique «liens»). Quelques pages en anglais et en japonais sont aussi proposées (nous cherchons des traducteurs pour d'autres langues).

Activité 1999 de
la Commission Secrétariat
La Commission Secrétariat :
Madeleine Frérot (bénévole)
Odette Jatroudakis (bénévole)
Julie Tahon (salariée)

♦ **Demandes de subvention aux mairies**

Cette année, 1108 demandes de subvention ont été envoyées (le 08/11/99) dans toute la France. Pour les départements 14 et 50, toutes les communes inscrites aux Pages Jaunes ont été concernées par cet envoi.

♦ **Semaine de la Science les 18, 19 et 20 octobre 1999**

Le Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie organise chaque année une manifestation : «la Semaine de la Science». Cette semaine a pour but d'initier à la découverte des avancées de la science et des développements

technologiques et tient à favoriser la rencontre entre le public et le monde de la recherche.

L'ACRO a choisi d'organiser deux journées consacrées aux visites de notre laboratoire par des scolaires (les 18 et 19 octobre 1999) et une journée portes-ouvertes pour le public (le mercredi 20 octobre 1999). Le thème que nous avons choisi était «la mesure de la radioactivité».

Fréquentation : Le lundi 18 octobre, après-midi, 2 classes de 1^{ère} (S et L) du lycée Jeanne d'Arc de Bayeux (40 élèves). Le mardi 19, après-midi, 2 classes de terminale (sciences médico-sociales) du lycée Sainte Ursule de Caen (60 élèves). Le mercredi 20, journée portes-ouvertes, une vingtaine de personnes.

Globalement, le bilan de ces trois jours semble positif : rencontres, questions pertinentes... En revanche, la préparation et l'encadrement de cette manifestation nous ont mobilisés au détriment d'autres travaux. Expérience à renouveler !

♦ **Organisation réunion info «Sugier» le 1^{er} octobre 1999**

Bien des remous ont entouré la presque-sortie du rapport final du Groupe Radioécologie Nord-Cotentin, début juillet 1999. Suite à un article paru dans «Le Point» (le 02/07/99), notre conseiller scientifique, Pierre Barbey, a quitté ce Groupe puis l'a réintégré à la demande du Ministre de l'Environnement, D. Voynet. Dans le but de présenter les travaux du Groupe, d'éclaircir la position de Pierre Barbey et celle de l'ACRO (les réserves), de discuter de la place de la contre-expertise et de définir les actions qui accompagneront la sortie de ce rapport, l'ACRO, et surtout l'antenne Nord-Cotentin, ont organisé une réunion de mise au point le 1^{er} octobre 1999 à Virandeville.

Fréquentation : Environ 40 personnes.

◆ Salon de la qualité de la vie et du terroir

Les 4 et 5 décembre 1999, a eu lieu au Havre le deuxième salon de la qualité de la vie et du terroir.

L'ACRO y a participé. Quelques panneaux explicatifs, une vidéo, du matériel de mesure du radon étaient présentés. Nous avons aussi de nombreux numéros de « l'ACRONique du nucléaire » que les visiteurs pouvaient consulter ou acheter.

La date du salon coïncidait avec celle du téléthon, ce qui explique la faible fréquentation du premier jour. Le dimanche, le salon a été très fréquenté et nous avons pu informer les visiteurs.

Plusieurs bénévoles de l'ACRO se sont succédés sur le stand et il nous est arrivé d'être débordés par l'afflux de visiteurs.

Notre présence à ce genre de salon demande un investissement financier et des moyens humains importants. Pour ce salon, le capital sympathie est indéniable mais les recettes ne couvrent pas les dépenses engagées. Cependant, ce type d'action répond tout à fait aux objectifs de l'association.

Le résultat de l'opération reste faible : 5 exemplaires de « l'ACRONique du Nucléaire » ont été vendus et 3 adhésions ont été enregistrées !

◆ Vœux

Afin d'honorer la tradition annuelle des vœux de fin d'année et d'exalter le sens diplomatique que tout membre de l'ACRO (bénévole ou salarié) a en lui, nous avons envoyé, avant Noël, plus de 120 cartes de vœux, réalisées par nos soins sur du papier recyclé, à tous nos clients, partenaires, et certains exploitants du nucléaire... etc.

◆ Secrétariat pur

Enregistrement courrier, commandes, factures, rédaction courriers, gestion biblio, gestion des fournitures, réception téléphonique, prise en charge des dossiers de demande de subvention aux mairies, réponse aux demandes d'emploi et de stage, réception des mails, gestion des adhésions, des abonnements, mises en page diverses...

Activité 1999 de
la Commission Scientifique
La Commission Scientifique :
Pierre Barbey (bénévole)
David Boilley (bénévole)
Thierry Clerc (bénévole)
Mylène Josset (salariée)
Gilbert Pigrée (salarié)
Samuel Lopez (salarié)

Ressources humaines...

Mylène et Gilbert étaient chargés d'assumer le fonctionnement du laboratoire.

Courant décembre, Samuel, a rejoint l'équipe en tant qu'assistant de laboratoire pour aider à faire face à un accroissement d'activité lié au démarrage d'importants chantiers dès le début du second semestre. Il s'est acquitté de la préparation d'un grand nombre d'échantillons. Toutefois, son intégration tardive n'a pas suffi à faire face à l'importante charge de travail existante et plusieurs travaux ont dû être décalés dans le temps.

Un étudiant en seconde année à l'UT Informatique de IFS a effectué son stage de fin d'étude, du 29 mars au 4 juin. Il s'est attaché à développer les premiers maillons d'une base de données destinée à améliorer la traçabilité des informations relatives à l'enregistrement des échantillons.

Par ailleurs, fin octobre, Gilbert a émis le désir de quitter l'équipe salariée dans le courant de l'année 2000 ; il souhaite renforcer son expérience professionnelle en intégrant une nouvelle équipe.

Plusieurs réunions se sont alors succédées durant les deux derniers mois de l'année 1999 pour aborder concrètement la ques-

tion de son remplacement. D'autant que les engagements actuels du laboratoire ne permettent pas son remplacement « au pied levé » et qu'une période de formation (d'environ 4 à 6 mois) s'avère indispensable pour que la nouvelle « recrue » soit opérationnelle. Le Bureau s'est donc mis en quête de recruter un Responsable Scientifique qui puisse être intégré à l'équipe dès le début de l'année 2000 et d'étudier les différentes possibilités de financement du poste. De son côté, Gilbert a proposé de satisfaire aux différents engagements en cours et d'assurer la formation de son (ou sa) remplaçant(e) avant son départ.

En cette fin d'année 1999, les ressources humaines restent, comme par le passé, instables et une large réflexion sur le sujet est indispensable. L'équipe salariée doit assumer le fonctionnement et les engagements d'un laboratoire en plein développement, dans un contexte de transfert accru de la responsabilité.

Publications

◆ **Qualité radiologique des eaux marines et continentales du littoral normand ; Synthèse des travaux 97/98**

(39 pages ; édition du 08/07/99 ; contrat ACRO/AESN 97.97.135)

Engagée en 1997 à l'initiative de l'ACRO et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (Direction des Rivages Normands), cette étude avait pour but de fournir un bilan représentatif de l'état radioécologique, pour une année, de l'environnement marin côtier - de Cancale au Tréport - et des principaux cours d'eau qui l'alimentent. L'un des points forts de cette étude est de préciser la manière dont se répartit l'iode 129 le long des côtes normandes (700 km) ; une première du genre. L'AESN (Agence de l'Eau Seine-Normandie) a retenu cette synthèse pour l'inclure dans le CD-Rom des études qu'elle va éditer en mai 2000.

◆ **Etude préliminaire de la répartition de ¹²⁹I dans l'environnement de l'usine de retraitement de La Hague à l'aide d'une mousse terrestre : Homalotecium sericeum**

(27 pages -hors annexes- éditées le 01/10/99 ; convention ACRO/DSIN)

Engagée en février 1998 à l'initiative de l'ACRO dans le cadre d'une convention avec la Direction de Sécurité des Installations Nucléaires (DSIN), cette étude avait pour but de fournir de nouvelles données sur la qualité radiologique de l'air vis-à-vis d'un radioélément caractéristique du retraitement : l'iode 129 (¹²⁹I). Dans cette perspective, une campagne de prélèvements de mousses terrestres a été menée en avril 1998 dans l'environnement proche de l'usine de retraitement de La Hague, région découpée pour cette étude en quinze secteurs. Ce travail préliminaire se voulait de poser les premiers éléments nécessaires pour définir une stratégie applicable à une future surveillance de la qualité de l'air à l'aide de bio-indicateurs.

◆ **Surveillance radioécologique de l'environnement aquatique continental des installations nucléaires présentes sur le plateau de La Hague.**

Années 1997 et 1998.

(Année 1997 ; 17 pages -hors annexes- éditées le 31/12/99 ; convention ACRO/DSIN)

(Année 1998 ; 24 pages -hors annexes- éditées le 31/12/99 ; convention ACRO/DSIN)

Ces deux rapports, premiers du genre, détaillent la surveillance de l'environnement Haguard menée par l'association durant les années 97 et 98. Le but de ces rapports est de compiler, pour une année, les éléments techniques et les faits saillants observés.

L'activité de surveillance de l'association a pris beaucoup d'ampleur au fil des années avec le soutien des bénévoles de l'antenne Nord-Cotentin qui s'acquittent des prélèvements ; une tâche qui réclame rigueur et constance. Ainsi, 190 mesures de tritium dans les eaux et plus d'un millier de déterminations de radioéléments gamma dans les sédiments et les mousses aquatiques de cours d'eau ont pu être réalisés en 1998. L'édition va se poursuivre dans le courant de l'année 2000 avec, notamment, la production d'un rapport détaillant la surveillance faite durant l'année 1999.

III. Radioprotection

◆ **Campagne de mesures du radon dans des écoles du canton de Vire ; juin 1999.**

(programme ACRO/Ridikas D./DDASS)

L'ACRO a effectué il y a quelques mois une campagne de mesure du radon dans le département du Calvados dans le cadre d'une étude européenne (Etude menée dans le cadre d'un master de l'Université d'Europe Centrale (Budapest), département des sciences environnementales, et présentée par Danas Ridikas). Les mesures ont été effectuées dans la région granitique de Vire (14). Six écoles ont été choisies, avec l'accord de leurs directeurs et des maires des communes concernées. Ce sont pour la plupart des écoles primaires où l'âge des élèves se situe entre 5 et 10 ans.

Les mesures ont été réalisées au mois de juin 1999 sur une durée de deux semaines. Dans chaque école, deux détecteurs étaient placés dans deux classes voisines. Des mesures de bruit de fond d'émission gamma ont été réalisées dans chaque lieu afin de les soustraire à nos mesures.

Lorsque cela était possible nous avons également pu expliquer aux élèves ce qu'est le radon et comment le mesurer.

Les résultats obtenus varient suivant le lieu géographique et le type de bâtiment étudié. Ces résultats sont, dans l'ensemble, en accord avec les mesures réalisées par l'IPSN en 1997.

Pour plus d'information sur le radon et sa mesure, nous vous suggérons de consulter les numéros 44 et 48 de «l'Acronique du nucléaire».

IV. Radioécologie

◆ Surveillance de la radioactivité dans l'environnement aquatique continental d'installations nucléaires

(programmes ACRO)

En 1999, deux environnements étaient surveillés :

Le plateau de La Hague où sont implantés l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague (Cogéma) et le Centre de Stockage de la Manche (lieu d'une superficie de 12 ha où ont été entassés 526 000 m³ de déchets radioactifs).

Mené en collaboration avec l'antenne ACRO Nord-Cotentin, le programme de surveillance a concerné le milieu aquatique continental. Les contrôles ont porté sur les niveaux mensuels de tritium des eaux de 16 stations de prélèvement et sur les niveaux trimestriels de radioactivité gamma des sédiments de 7 stations de prélèvement.

A partir de mai 99, des contrôles complémentaires ont été réalisés. Il s'agit de mesures de la radioactivité gamma dans les mousses aquatiques du cours d'eau Sainte Hélène.

La région Touraine où est implantée, en bordure de la Loire, la centrale de Chinon qui se compose de 4 réacteurs à eau pressurisée de 900 MWe chacun.

Mené en collaboration avec l'Antenne ACRO Touraine, le programme de surveillance a concerné le milieu terrestre avec le suivi annuel des niveaux de la radioactivité gamma dans les sols et les lichens de 3 stations de prélèvement. Le milieu aquatique a également fait l'objet de contrôles. Toutefois, ceux-ci étaient limités à la vérification annuelle de la concentration en tritium des eaux de la Loire.

◆ Surveillance radioécologique 1999 de l'environnement du chantier Cogéma-La Hague en zone de marnage de l'Anse des Moulinets

(contrat ACRO/CSPI)

Engagée à l'initiative de la CSPI, cette surveillance a pour but d'évaluer les éventuelles répercussions sur l'environnement du chantier de reprofilage de l'actuelle conduite de rejets en mer des effluents liquides de l'usine de retraitement Cogéma. Elle complète la surveillance réglementaire effectuée par la Cogéma et l'OPRI.

Dans cette perspective, en plus des prélèvements effectués sur la côte et au large en début d'année pour constituer le bilan radioécologique de référence, des prélèvements mensuels ont été réalisés de juin à décembre dans l'Anse des Moulinets et la Baie d'Ecalgrain. Dans l'Anse des Moulinets, les prélèvements mensuels ont été complétés par 18 contrôles ponctuels en zone chantier en fonction du phasage des travaux, y compris suite à l'incident du 20 mai. A noter que l'ACRO a réalisé son premier suivi par implantation de coquilles Saint Jacques. Celui-ci a été mis en place dans le courant du mois de mai en attendant que la surveillance mensuelle débute.

En 1999, 112 échantillons ont été prélevés dans l'environnement, soit 35 analyses tritium et plus de 2000 déterminations de radioéléments gamma.

En 2000, les contrôles vont se poursuivre en début d'année puisque des opérations particulières doivent être réalisées sur la conduite.

Un bilan radioécologique final est prévu au terme du chantier.

V. Déchets et environnement

◆ Etude de la répartition de radionucléides artificiels émetteurs gamma entre une usine de dépollution et son milieu environnant ; cas de la station d'épuration du district du Grand Caen

(contrat ACRO/AESN)

Engagée à l'initiative de l'ACRO sur la base d'un financement AESN (Direction Régionale de Rouen), cette étude, à travers l'analyse d'un cas concret, a pour objectif de renseigner sur le devenir des radioéléments gamma présents dans les eaux usées lors de leur épuration.

Concernant les eaux usées brutes et traitées et les boues de décantation, un suivi analytique d'une durée de 5 mois a été mis en place dès le mois de mai sur la station d'épuration du district du Grand Caen.

Au sein du milieu naturel, le suivi des sédiments de l'Orne a permis, quant à lui, de préciser la contribution à la pollution du cours d'eau des radioéléments rejetés (avec les eaux traitées).

◆ Caractérisation radiologique de Déchets Industriels Spéciaux avant mise en décharge

Depuis 3 ans, le laboratoire est régulièrement sollicité pour effectuer des analyses de radioactivité sur divers Déchets Industriels Spéciaux (DIS). Bien souvent, la demande de caractérisation radiologique fait suite au déclenchement de l'alarme du portique de détection placé à l'entrée du Centre d'Enfouissement Technique (CET).

Les analyses faites au laboratoire concernent la radioactivité gamma ; elles renseignent assez bien sur le caractère radioactif susceptible de déclencher les portiques de détection. Le rapport d'analyse adressé au demandeur est complété par un commentaire, exploitation des résultats en regard de la directive 96/29 Euratom qui sert de texte guide à la DRIRE(12) pour statuer sur le devenir du déchet. En 1999, 29 caractérisations radiologiques de DIS ont été faites pour France Déchets (CET des départements 77, 30 et 54), BSN Verrerie (dpt 33), GRS VALTECH (dpt 69), RECUMAT (dpt 42) et CEO (dpt 13).

◆ Assistance technique pour l'élimination de DIS contaminés par des radioéléments des familles du radium 226 et du thorium 232

(contrat ACRO/GRS VALTECH)

En 1998, la société GRS VALTECH spécialisée dans l'élimination de déchets industriels est sollicitée pour trouver une solution d'élimination à 43 tonnes de Résidus d'Épuration de Fumées d'Ordures Ménagères (REFIOM).

Ces REFIOM, conditionnés en Big Bag, sont stockés depuis juillet 1995 sur le site d'incinération parce qu'ils présentent une radioactivité résiduelle, de une à 40 fois le bruit de fond naturel, qui, a priori, ne permet pas son entreposage en CET. En juin 1998, la société GRS VALTECH, à la recherche d'une compétence dans le domaine de la radioactivité, s'adresse au laboratoire sur les conseils d'un autre industriel. Le dossier est alors transmis à l'ACRO pour étude. Il semble exister une solution pour au moins 41 des 51 Big Bag ; leur radioactivité n'excède pas cinq fois le bruit de fond.

Fin mars 1999, une intervention sur site est programmée par l'ACRO. L'ensemble des Big Bag font alors l'objet de mesures de détection et de débit de doses, puis sont fractionnés en lots de radioactivité similaire à la lumière des résultats. Il s'en suit un échantillonnage méticuleux qui vise à isoler des aliquotes représentatives de la contamination des lots. L'exploitation de l'ensemble des données au regard de la directive 96/29 Euratom permettra l'évacuation de 46 des 51 Big Bag vers un CET. Pour les derniers, qui devront rester entreposés sur le site jusqu'à l'existence d'un centre TFA, l'ACRO a préconisé un reconditionnement en fûts étanches de 200 L avec étiquetage des informations élémentaires (balisage réglementaire, débit de dose, nature des radio-isotopes et activités), balisage de la zone d'entreposage et information du personnel.

VI. Métrologie nucléaire

◆ Campagne d'intercomparaison annuelle organisée par l'OPRI

A ce jour, le laboratoire dispose d'une qualification technique conformément aux dispositions du décret n°88-715 du 9 mai 1988 relatif à l'harmonisation des mesures de la radioactivité dans l'environnement et les denrées destinées à la consommation. Cette qualification a été accordée par la Direction Générale de la Santé (DGS) dans les catégories suivantes :

1. mesure des émetteurs bêta-gamma, notamment par spectrométrie gamma,
2. mesure des émetteurs bêta purs, après séparation chimique, notamment par scintillation liquide.

Le laboratoire participe depuis 1997 au programme annuel d'intercomparaison organisé par OPRI. Ces intercomparaisons qui portent sur des matières de références certifiées permettent au laboratoire de vérifier la fiabilité des mesures.

◆ Mise en service et optimisation de la mesure de radon 222 dans l'air

L'année 1999 a été consacrée à la mise en service du système et à l'optimisation des procédures internes au laboratoire. La méthode de mesure, conforme à la norme NF M60-766, permet de mesurer chez soi en 15 jours la concentration en radon de l'air.

Par ailleurs, une réflexion a été engagée sur la réduction des coûts d'analyse de manière à rendre accessible à tous ce moyen de dépistage.

◆ Amélioration de techniques d'analyses existantes

Mesure de la radioactivité gamma et du tritium dans l'eau de mer

Avec le démarrage de la surveillance de l'environnement du chantier de reprofilage de la conduite de rejet en mer de Cogéma-La Hague, il était nécessaire d'améliorer la sensibilité des mesures de radioactivité de l'eau de mer. La mesure des émetteurs gamma est effectuée après évaporation de l'eau de mer sur plaque chauffante. Seule la fraction de sel fait l'objet d'une analyse. Cette méthode permet d'atteindre des limites de détection plus basses que par la mesure directe de l'eau de mer.

Des améliorations ont également été apportées à la mesure du tritium dans l'eau de mer puisque la technique disponible au laboratoire ne permettait pas d'envisager de déceler des concentrations inférieures à 50 Bq/L. La mise en application de la norme NF 96.98 et l'augmentation des temps de comptage en scintillation liquide, ont permis d'obtenir de réduire la limite de détection à moins de 6 Bq/L.

Mesure de l'iode 129 (¹²⁹I) ; rapprochement inter-laboratoires

La mesure directe par spectrométrie gamma, méthode employée au laboratoire, ne permet pas d'écarter les phénomènes d'auto-atténuation qui peuvent notablement perturber la qualité du résultat dans le cas de cet émetteur X / gamma de faible énergie.

Aussi, pour mieux comprendre les interactions des rayons X de faibles énergies avec la matière et pouvoir, de ce fait, maîtriser les phénomènes d'auto-atténuation qu'impose la mesure de l'iode 129, l'ACRO s'est rapprochée du Laboratoire de Physique Corpusculaire de Caen (université/CNRS) ; laboratoire spécialisé dans ce domaine.

Le second semestre 99 a donc été consacré à la prise de contact entre les deux organismes et à la réflexion sur le sujet. Un programme d'étude commun devrait se dessiner dans le courant de l'an 2000. Celui-ci devra permettre aux deux partenaires de maîtriser la mesure de l'iode, qu'il soit stable ou radio-actif, et, de préférence, dans différentes matrices.

VII. Participation à des commissions officielles

◆ Le Groupe Radioécologie Nord-Cotentin

Suite à l'émotion suscitée par les publications des travaux du Pr JF Viel concernant l'apparition de leucémies chez les jeunes autour de l'usine de retraitement de La Hague, les ministres de l'Environnement et de la Santé ont, en août 1997, mis en place le Comité Nord-Cotentin : Alfred Spira (INSERM) est chargé de mener les recherches en épidémiologie et Annie Sugier (IPSN) est nommée pour présider le Groupe Radioécologie Nord-Cotentin.

Pour appuyer le groupe plénier, 4 sous-groupes de travail spécialisés ont été constitués, avec un thème de travail défini pour chacun :

Groupe Plénier : (Représentant ACRO : Pierre Barbey)

GT1 : examiner les rejets déclarés par les exploitants, (Représentant ACRO : Pierre Barbey)

GT2 : rassembler et interpréter les mesures faites dans l'environnement, (Représentant ACRO : Gilbert Pigrée)

GT3 : comparer les différents modèles entre eux et confronter leurs prévisions avec les mesures faites dans l'environnement, (Représentant ACRO : David Boilley)

GT4 : identifier des groupes de population exposée, évaluer le niveau moyen des expositions et estimer le risque. (Représentant ACRO : Pierre Barbey)

C'est la première fois en France qu'un tel travail est fait en collaboration avec des associations. Notons au passage l'importance du travail engagé puisque celui-ci a débuté en septembre 1997 et s'est terminé avec la présentation publique des résultats en juillet 1999, soit deux ans après.

Pour l'ACRO, sa contribution au Groupe Radioécologie Nord-Cotentin (GRNC) a été l'objet d'un investissement humain considérable puisqu'elle est la seule structure associative à avoir participé à tous les groupes de travail en plus du groupe plénier.

Cette collaboration s'est d'abord traduite par une présence aux différentes réunions de travail. En deux ans, trois membres de l'ACRO ont participé à une soixantaine de réunions (essentiellement à Paris). En termes de volume horaire effectif, ceci représente plus de 840 heures de travail à répartir entre la participation aux réunions et leur préparation.

◆ Les autres commissions

En 1999, l'ACRO a participé à :

◆ l'évaluation de la recevabilité des dossiers d'enquête publique COGEMA et ANDRA (C.S.M.) au sein du groupe d'experts mandaté par la D.S.I.N. ;

◆ la CSPI, la CLI de Paluel/Penly et la Commission de Surveillance du CSM ;

◆ aux travaux du C.S.S.I.N. et notamment à l'élaboration d'une échelle de gravité destinée au transport de matières radioactives ;

◆ au groupe d'experts de la S.F.R.P. chargé de contribuer aux réflexions qui animent actuellement la C.I.P.R. (futures recommandations) ;

◆ la surveillance du chantier de reprofilage de l'actuelle conduite de rejets en mer de l'usine de retraitement de La Hague, mission confiée par la CSPI ;

◆ l'élaboration du PROA (Plan Régional Qualité de l'Air) Basse-Normandie au sein d'un groupe de travail mis en place par la DI REN et la DRI RE.